

Pêcheurs plaisanciers : pas de permis mais une charte

Trois questions à... On annonçait la création d'un permis obligatoire pour les pêcheurs. Ce permis verra-t-il le jour ? Non, et en tout cas, pas aujourd'hui. Il a été écarté à notre demande. L'impact de la pêche de plaisance sur le milieu est négligeable : moins de 2 % des prélèvements de la pêche professionnelle. Par contre, la pêche loisirs a une importance économique évaluée à 2 milliards d'euros par an, générés notamment par des achats de bateaux et matériels divers. Nous nous sommes battus pour obtenir le remplacement de ce projet de permis par une charte, qui est sur le point d'être signée par la fédération et le ministère de l'Environnement. Que prévoit cette charte ? Essentiellement cinq règles simples, que nous nous engageons à respecter pour une pêche responsable : une déclaration annuelle gratuite et obligatoire qui pourrait se faire par internet, le marquage

des poissons pêchés pour en interdire la revente, la mise en place de conventions de lutte contre le braconnage, le respect d'une période de repos pour les espèces menacées, le renforcement de la sensibilisation sur le terrain. Cette charte, confirmée lors du Grenelle de la mer, est assortie d'une période d'observation de deux ans. Qui est concerné ? Tous les pratiquants de la pêche loisir en mer : pêcheurs plaisanciers, pêcheurs à la ligne du bord, pêcheurs à pied, même occasionnels comme à l'époque des grandes marées. **Contact** FNPPSF au 02 98 35 02 81. Plus d'infos sur www.fnppsf.fr